

EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU POUR LA CHANCELLERIE.

Financement : Budget d'Investissement Public du Ministère de la Justice.

1. Objet

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail en vue d'impacter quantitativement et qualitativement le rendement des personnels, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux lance pour le compte du Ministère de la Justice un Appel d'Offres National Ouvert en vue de l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau pour la Chancellerie.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent l'acquisition et la livraison des effets suivants :

- 1) Bureau en bois compacté avec sous-main en simili avec cuir incorporé, caisse laquée de 1,40X0.70 avec 4 tiroirs sans retour informatique;
- 2) Fauteuils Bureau (mécanisme synchrone accoudoir, roulettes, assise réglable en hauteur rembourrage mousse haute densité en simili cuir 5 roues) ;
- 3) Licence office 2010 ;
- 4) Antivirus 2024 ;
- 5) CANON Image Runner ADVANCE 4225i;
- 6) Onduleur APC 650VA ;
- 7) FICHE MULTIPLE LDNIO ;
- 8) Encre 26A ;
- 9) Encre 83 A ;
- 10) Encre 78A ;
- 11) Encre 80A ;
- 12) Cartouche d'encre du Canon IMAGE RUNNER ADVANCE (5255i) :
 - CEXV 65 noir ;
 - CEXV 65 rouge (Magenta) ;
 - CEXV 65 bleu (magenta cyan) ;
 - CEXV 65 jaune (yellow).
- 13) Cartouche d'encre du Canon IMAGE RUNNER (5255i) :
 - CEXV 28 noir ;
 - CEXV 28 rouge (Magenta) ;
 - CEXV 28 bleu (magenta cyan) ;
 - CEXV 28 jaune (yellow).
- 14) Papier double A.

3. Allotissement

Les prestations ci-dessus font l'objet d'un seul lot.

4. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de prestations relatives au présent Appel d' Offres est de cinquante (50) millions FCFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délais prévisionnels et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent appel d'offres est de 45 jours calendaire(s)

Le lieu de livraison est le Ministère de la Justice.

6. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres National Ouvert est ouverte à toute Entreprise ou groupement d'entreprises établie au Cameroun ayant des compétences et une expérience avérée dans le domaine de l'ameublement et des équipements.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire n°59 08 052 05 34 00 10 524118.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

01 SEPT 2025

Prime Zambo



9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans le DAO dont le montant s'élève à un (1 000 000) million en FCFA; il est au plus égal à deux (2)% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du Marché et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il est assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et de Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre, entraîne le rejet pur et simple de l'offre ou un organisme financier de 1^{ère} catégorie. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'ouvrage aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410, BP 1000 Yaoundé Cameroun dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres de cinquante mille (50 000) Francs CFA, payable au Trésor public

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne ; l'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 18 SEPTEMBRE 2025 date limite de réception des offres à 12 heure limite et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 006642/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 DU 29 AOÛT 2025
EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU POUR LA CHANCELLERIE. « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ». Les offres parvenues après les date et heure de dépôt seront irrecevables.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 006642/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 DU 29 AOÛT 2025
EN PROCEDURE D'URGENCE RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU POUR LA CHANCELLERIE. « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT » dans les délais impartis pour la soumission en ligne.

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mégaoctets (MO) pour le dossier Administratif ;
- 15 Mégaoctets (MO) pour l'Offre Technique ;
- 5 Mégaoctets (MO) pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux date et heure limites de dépôt ;

- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
 - les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.
- Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le **18 SEPT 2025** à **13** heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministre de la Justice, dans la salle de conférences du Ministère de la Justice au troisième étage du bâtiment central.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires :

15.1.1. Pièces administratives

1. non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
2. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
3. Absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis.

15.1.2. Offre technique

1. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées
 2. Non-respect d'une spécification technique majeure indiquée dans le Descriptif des fournitures du présent DAO :
- Onduleur APC 650 VA / Matériel n°1 ;
 - Antivirus /Matériel n°2 ;
3. Absence du certificat de garantie d'au moins 01 (un) an ;
 4. Absence du CCAP et descriptif de fourniture paraphés à chaque page, signés et datés à la dernière page par le soumissionnaire avec la mention « lu et approuvé », nom tampon et qualité du signataire ;
 5. Absence de la lettre de soumission ;
 6. Non-respect de 80% des critères essentiels (15 qui est le nombre minimum de « ouïs » sur 18 renvoyant au nombre total de « ouïs ») ;
 7. absence de prospectus accompagné des fiches techniques produit par le fabricant ;
 8. absence de la charte d'intégrité datée et signée,
 9. absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.1.3. Offre financière

1. Fausses déclarations , manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées
2. Omission dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié.
3. absence de l'attestation de capacité de préfinancement d'au moins quinze millions (15 000 000) FCFA

15. 2..Critères éliminatoires d'ordre général

1. Non-production du CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé » ;
2. Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné des prestations durant les trois (03) dernières années ;
3. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
4. Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

15.3. Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie.

NB 1 : Toute soumission n'ayant pas obtenu un pourcentage cumulé de 80% de « OUI » ne verra pas son offre financière examinée.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante après application des remises proposées le cas échéant.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 60 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Ministère de la Justice à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 410.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques bien vouloir appeler ou envoyer un sms au Ministère des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros suivants: 673 205 725 / 699 370 748.

Ampliations :

- MINMAP (information) ;
- ARMP (pour information et publication) ;
- Présidente CIPM (information) ;
- SOPECAM (publication);



PTM 006642123
AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025/09 AOUT 2025

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 59 08 052 05 34 00 10 524118
UNDER URGENT PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE
MINISTRY OF JUSTICE

Financing: Public Investment Budget.

1. Subject:

In order to improve on the working conditions and the output of the personnel, both quantitatively and qualitatively, the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, hereby launches on behalf of the Ministry of Justice, an Open National Invitation to Tender to purchase office and furniture equipment for the Ministry of Justice.

2. Scope of Works

The services include purchase and delivery of the following items:

- 1) Compact wood desk with faux leather desk pad, lacquered cabinet measuring 1.40 x 0.70 m with 4 drawers without computer return;
- 2) Office chairs (synchronous mechanism, armrests, castors, height-adjustable seat, high-density foam padding, faux leather, 5 wheels);
- 3) Office 2010 licence;
- 4) Antivirus 2024 ;
- 5) CANON Image Runner ADVANCE 4225i;
- 6) APC 650VA inverter;
- 7) LDNIO MULTIPLE PLUG;
- 8) 26A ink;
- 9) 83 A ink;
- 10) 78A ink;
- 11) 80A ink;
- 12) Canon IMAGE RUNNER ADVANCE (5255i) ink cartridge:
 - CEXV 65 black;
 - CEXV 65 red (Magenta);
 - CEXV 65 blue (magenta cyan);
 - CEXV 65 yellow.
- 13) Canon IMAGE RUNNER (5255i) ink cartridge:
 - CEXV 28 black;
 - CEXV 28 red (magenta);
 - CEXV 28 blue (magenta cyan);
 - CEXV 28 yellow.
- 14) Double A paper.

3. Allotment

These services shall be carried out in a single lot.

4. Estimated cost:

The estimated cost of this Invitation to Tender is CFAF fifty million (50,000,000) all taxes included.

5. Estimated execution deadline and delivery location

The execution deadline set by the Project Owner for the delivery of items for this Invitation to Tender shall be 45 calendar days.

The delivery location shall be the Ministry of Justice

6. Participation and origin

Participation in this Open National Invitation to Tender is open to firms or groups of firms located in Cameroon with capacities and proven experience in furniture and equipment.

7. Financing

The services of this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Justice for the 2025 Financial Year, budget line No. 59 08 052 05 34 00 10 524118.

8. Bidding

Within the framework of this invitation to tender, bids shall be submitted online.

9. Bid Bond

Each bidder shall add to administrative documents, a hand-signed and stamped provisional guarantee of CFAF 1 million (1,000,000) issued by a banking institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds

within the framework of public contracts, it shall be equal to no more than two (2)% of the estimated cost of the contract, all taxes included, a list of which appears in the Tender File and valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of tenders with a consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund. Any offer lacking a bid bond issued by a first-class banking institution shall be rejected. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted. Any bid bond submitted by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the Tender File can be consulted free of charge during working hours in the services of the Project Owner, at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice. It can also be consulted on-line on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the Tender File can be obtained during working hours at Ministry of Justice, Department of General Affairs of the, Public Contracts Service, Room 410, P.O. Box 1000 Yaoundé, Cameroon upon publication of this tender notice and upon presentation of a payment receipt, into the Public Treasury, of a non-refundable fee of CFAF fifty thousand (50,000) for the purchase of the tender file.

It is also possible to freely download the digital version of the file on <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the ARMP website (www.arpmp.cm). However, bidders must pay the tender file purchase fee to bid online.

12. Submission of bids

Bids shall be submitted online exclusively. Each bid drafted in English or French shall be submitted on the COLEPS platform latest on 18 SEP 2025 deadline for the submission of bids at 12 A.M and shall bear the following information:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 006642 /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 OF 29 AOUT 2025
UNDER URGENT PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE
MINISTRY OF JUSTICE "TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER-EVALUATION SESSION". Bids submitted after
the deadline shall be rejected.

A back-up copy of the bid saved in a USB drive or a CD/DVD shall be forwarded in a sealed envelope bearing the information "back-up copy" written in clear and legible way, as well as:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 006642 /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 OF 29 AOUT 2025
UNDER URGENT PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE
MINISTRY OF JUSTICE "TO BE OPENED ONLY AT THE TENDER-EVALUATION SESSION" within the prescribed
deadline for online bidding.

N.B: File size and format

For online bidding, the documents to be submitted on the platform shall have the following maximum sizes:

- 5 MO for the administrative offer;
- 15 MO for the technical offer;
- 5 MO for the financial offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF for texts;
- JPEG for images.

Where necessary, each candidate shall make sure to use a file compression software to reduce the size of files to be forwarded in accordance with the sizes indicated above.

Bids submitted after the deadline shall be rejected.

13. Tender Compliance

The following shall be rejected by the Project Owner:

- bids bearing the identity of the bidder;
- bids submitted after the deadline;
- bids not in compliance with the submission method;
- bids not bearing information on the invitation to tender.

Any offer not in keeping with tender requirements shall be rejected. Especially, any offer lacking a bid bond issued by a financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts shall be rejected without any remedy. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to

tender shall be considered as not having being submitted.

14. Opening of bids

Tenders shall be opened in a single phase at the Conference Room of the Ministry of Justice, located at the third floor of the main building, on.....18 SEPT 2025..... at ..A.P.M..... by the Ministry's Tender Board.

Only bidders or a duly mandated representative, even in the case of a group of firms, shall attend this opening session. In keeping with the requirements of the Special Tender Regulation and under pain of rejection, documents of the administrative file shall be submitted in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority. They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

In case of absence or non-compliance of a document of the administrative file during the tender opening session, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the offer shall be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1: Eliminary criteria

15.1.1. Administrative documents

1. Failure to submit a document of the administrative file deemed non-compliant or lacking during the tender opening session, beyond the deadline of 48 hours (except the bid bond);

2. False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;

3. Absence of bid bond during the tender opening session.

15.1.2. Technical offer

1. False declarations, fraudulent schemes, or forged documents

2. Non-compliance with any of the major technical specifications indicated in the Description of Supplies in this tender file:

- APC 650 VA inverter / Equipment No. 1;

- Antivirus / Equipment No. 2;

3. Absence of a warranty certificate valid for at least one (1) year;

4. Absence of the Specific Administrative Clauses (CCAP) and the supply description with each page initialled, signed and dated at the last page by the bidder, with the inscription "read and approved", stamped name and position of the signatory;

5. Absence of an attestation indicating capacity to pre-finance;

6. Failure to meet 80% of essential criteria (15 being the minimum number of "yes" over 18, referring to the total number of "yes");

7. Absence of a leaflet with the manufacturer's technical information sheets, where applicable;

8. Absence of a dated and signed integrity charter;

9. Absence of a declaration of commitment to respect environmental and social clauses;

15.1.3. Financial offer

1. False declarations, fraudulent schemes, or forged documents

2. Omission of a quantified unit price in the price list.

3. Absence of an attestation indicating capacity to pre-finance to the tune of at least CFAF fifteen million (15,000,000).

15. General eliminary criteria

1. Absence of the Specific Administrative Clauses (CCAP) with each page initialled and signed by the bidder, with the inscription "read and approved";

2. Absence of a sworn statement of non-abandonment in the provision of services during the past three (3) years.

3. False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;

15.3: These essential criteria for the qualification of bidders shall eventually include:

- presentation of the offer;
- specific experience of the bidder;
- experience and qualification of personnel;
- logistics;
- methodology.

NB 1: The financial offer of bids that shall not obtain a cumulative percentage of 80% of « YES» shall not be considered.

16. Contract award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer will have been established as compliant with the tender file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

17. Tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of sixty (60) days with effect from the tender submission deadline.

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410.

19. Fight against corruption and poor practices

In case of corruption or poor practices, please call or text a message to the Ministry of Public Contracts (MINMAP) using the following numbers: 673 205 725 / 699 370 748.

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for information and publication);
- Chairperson of the Tender Board (for information);
- SOPECAM (for publication).

